



Promouvoir des partis plus axés sur les politiques à travers l'organisation civique : résumé



# À PROPOS DU CEPPS

Créé en 1995, le Consortium pour les Elections et le Renforcement des Processus Politiques (CEPPS) regroupe l'expertise de trois organisations internationales dédiées au développement démocratique: la Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux (IFES), l'Institut Républicain International (IRI) et l'Institut National Démocratique (NDI). Le CEPPS a une expérience de 20 ans en matière de collaboration et de leadership liés à la démocratie, aux droits de l'homme et au soutien à la gouvernance, en apprenant de son expérience et en adoptant de nouvelles approches et outils basés sur un paysage technologique en constante évolution.

En tant qu'organisations démocratiques à but non lucratif, IFES, IRI et NDI se distinguent de nombreux acteurs du développement en entretenant des relations à long terme avec les partis politiques, les organes de gestion des élections, les parlements, les organisations de la société civile et les militants pour la démocratie.

À travers ce travail, IFES, IRI et NDI ont pour missions de :

- Promouvoir une participation significative de tous les citoyens à leurs systèmes politiques, y compris les femmes, les jeunes et les autres groupes traditionnellement marginalisés.
- Exploiter les avantages comparatifs des médias et de la technologie pour promouvoir la compréhension et l'engagement des citoyens et une concurrence politique transparente.
- Soutenir des processus de transition significatifs qui établissent des précédents positifs pour une gouvernance démocratique efficace.
- Promouvoir l'intégrité des élections en tant que vecteur durable pour un choix pacifique et démocratique des dirigeants.
- Faciliter la capacité des acteurs politiques élus à assumer leurs responsabilités envers les citoyens grâce à de meilleures pratiques de gouvernance.
- Promouvoir des systèmes politiques multipartites compétitifs et représentatifs.
- Veiller au respect de l'application de cadres juridiques impartiaux et à leur respect par les acteurs politiques.

Copyright 2019 Consortium pour les Elections et le Renforcement des Processus Politiques (CEPPS). Tous les droits sont réservés.

Des parties de ce travail peuvent être reproduites et / ou traduites à des fins non commerciales à condition que le CEPPS soit reconnu comme la source du matériel et reçoive des copies de toutes les traductions : Envoyez des copies à : L'attention du directeur administratif du CEPPS | Consortium pour les Elections et le Renforcement des Processus Politiques | 1225, rue Eye | Suite 800 | Washington, DC 20005 | [jcox@cepps.org](mailto:jcox@cepps.org)

Ce document est rendu possible grâce au généreux soutien du peuple américain à travers l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID). Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

Photo de couverture: un leader communautaire signe un engagement à soutenir les priorités de la Plateforme de politique des femmes libériennes (Liberian Women's Policy Platform - LWPP) au cours de la campagne, une promesse qui inclut encourager les candidats à soutenir les priorités politiques des femmes (août 2017).

## REMERCIEMENTS

Sef Ashiagbor, Conseiller Principal du NDI pour les Programmes des Partis Politiques, a dirigé ce projet avec le soutien de Sarah Travis, Christian Brunner et Kellor Yde au CEPPS / NDI. Les personnes suivantes ont examiné différentes versions de cette publication et formulé des recommandations d'améliorations : Lauren Kitz, Spécialiste de l'inclusion ; Alyson Kozma, Spécialiste de l'inclusion au CEPPS ; Jerry Lavery (Docteur), Directeur Technique du CEPPS ; et Franklin Oduro (Docteur), Directeur Exécutif Adjoint / Directeur des Programmes, *Ghana Center for Democratic Development*. En outre, les personnes suivantes ont fourni des commentaires utiles lors d'une table ronde en mai 2018 : Mike Jobbins, Directeur Principal des Partenariats et de l'Engagement à *Search for Common Ground* ; Eric Kramon (Docteur), Professeur Adjoint, Université George Washington ; Carl Levan (Docteur), Professeur agrégé, Université Américaine ; Alison Miranda, Chargée Principale d'Apprentissage, *Transparency and Accountability Initiative* ; Kat Schmermund, Coprésidente de la Communauté de Pratique des Partis Politiques, l'Institut Républicain International. Le personnel du NDI suivant a apporté diverses contributions au cours du projet : Onesmus Ahabwe, Aaron Azelton, Gemima Barlow, Mardia Bloh, Courtney Hess, Leslie Martin, Lisa McLean, Nadezhda Mouzykina, Michael Murphy, Hueward Neal, Laura Nichols, Simon Osborn, Alison Pasul DeSchryver, Linda Stern et Angela Vance. Le CEPPS / NDI est reconnaissant aux militants civiques et aux dirigeants politiques du Libéria et de l'Ouganda qui ont accepté de partager leurs expériences lors de recherches sur le terrain ; leurs perspectives inestimables ont contribué à rendre ce projet possible.

# RÉSUMÉ

La communauté de soutien à la démocratie met en œuvre un large éventail de programmes pour promouvoir des systèmes multipartites plus compétitifs et représentatifs. Traditionnellement, ces programmes des partis politiques se sont concentrés sur l'amélioration de la capacité des militants des partis et des dirigeants politiques à : mener des actions de sensibilisation des citoyens ; représenter différents groupes sociétaux, y compris des communautés marginalisées ; élaborer et poursuivre des propositions de politique publique ; recruter et nommer des candidats ; participer aux élections ; et former des gouvernements. Cependant, sans de fortes incitations au changement, une plus grande capacité organisationnelle à elle seule conduit rarement à des partis politiques plus inclusifs, réactifs et responsables. En conséquence, les acteurs de soutien ont commencé à compléter l'assistance technique aux partis politiques par des interventions pour les inciter à être plus réactifs, inclusifs et responsables<sup>1</sup>. Bien que les fondements théoriques de ces approches semblent solides, les enseignements comparatifs et les meilleures pratiques tirés des expériences empiriques restent limités. Une meilleure compréhension de l'efficacité de ces approches renforcerait l'efficacité de la programmation des partis politiques et pourrait informer les stratégies futures. Cette publication cherche à répondre à la question de recherche suivante :

- Dans quelles conditions les interventions civiques ont-elles incité les partis à être davantage axés sur les politiques ?

## THEORIE DU CHANGEMENT

L'élaboration de politiques adaptées nécessite des citoyens informés et actifs qui expriment leurs préférences politiques et tiennent leurs dirigeants responsables d'adresser ces priorités. Bien que l'organisation civique soit précieuse en soi comme moyen d'accroître la participation des citoyens aux processus politiques, elle peut également servir un objectif déterminant dans la promotion de partis davantage axés sur les politiques. Par exemple, grâce à l'éducation des électeurs, aux débats, aux plates-formes citoyennes et aux efforts de surveillance des processus politiques, les groupes civiques ont tenté de pousser les partis politiques à : se concentrer davantage sur les politiques, impliquer les citoyens dans les processus politiques et améliorer la prestation de service.

Cette approche est basée sur la théorie du changement suivante, qui est également décrite dans la Figure 1.

Si les citoyens :

- Reconnaissent que les partis doivent proposer des politiques différenciées et gouverner sur la base de ces propositions politiques, et qu'ils sont disposés et capables de voter en fonction de cette compréhension ;
- Ont des priorités et des préférences politiques, s'organisent autour de ces priorités et considèrent les partis comme des moyens viables pour atteindre / mettre en œuvre ces préférences politiques ; et
- Sont informés et ont des opinions sur le niveau auquel les partis / gouvernements mettent en œuvre les politiques / fournissent des services (biens publics), s'organisent autour de ces points de vue, et sont désireux et capables de tenir les partis politiques / les élus responsables de leur performance politique ;

---

<sup>1</sup> Carothers, Thomas. (2006) *Confronting the Weakest Link: Aiding Political Parties in New Democracies*. Carnegie Endowment for International Peace. Washington, DC. pp 180, 214. <https://carnegieendowment.org/2006/10/23/confronting-weakest-link-aiding-political-parties-in-new-democracies-pub-18808>

Alors :

- Les partis reconnaîtront que les propositions / processus politiques et leur capacité à les mettre en œuvre sont des facteurs importants dans la façon dont les électeurs choisissent entre les candidats et dans la détermination des résultats électoraux. Ainsi, les partis politiques mettront davantage l'accent sur l'élaboration et la mise en œuvre de propositions de politique pour le bien public.

## FIGURE 1 : PROMOUVOIR DES PARTIS PLUS AXÉS SUR LES POLITIQUES À TRAVERS L'ORGANISATION CIVIQUE : THÉORIE ABRÉGÉE DU CHANGEMENT

### SI LES CITOYENS :

Reconnaissent que les partis doivent proposer des politiques différenciées et gouverner sur la base de ces propositions politiques, et qu'ils sont disposés et capables de voter en fonction de cette compréhension ;

Ont des priorités et des préférences politiques, s'organisent autour de ces priorités et considèrent les partis comme des moyens viables pour atteindre / mettre en œuvre ces préférences politiques ;

Sont informés et ont des opinions sur le niveau auquel les partis / gouvernements mettent en œuvre les politiques / fournissent des services (biens publics), s'organisent autour de ces points de vue, et sont désireux et capables de tenir les partis politiques / les élus responsables de leur performance politique ;

### ALORS LES PARTIS :

Reconnaîtront que les propositions / processus politiques et leur capacité à les mettre en œuvre sont des facteurs importants dans la façon dont les électeurs choisissent entre les candidats et dans la détermination des résultats électoraux. Ainsi, les partis politiques mettront davantage l'accent sur l'élaboration et la mise en œuvre de propositions de politique pour le bien public

## MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

En se basant sur la question de recherche globale, le CEPPS/NDI a effectué une revue de la littérature décrivant : les différents types d'interventions civiques qui ont été utilisées pour inciter des partis à être davantage axés sur les politiques, les connaissances existantes sur les forces et les limites de chacune, et les priorités pour de nouvelles recherches. Sur la base des ressources disponibles et pour compléter la revue de la littérature, le CEPPS/NDI a identifié quatre études de cas.

Ensemble, les études de cas ont été sélectionnées pour refléter différentes instances de leçons apprises en fonction: du contexte opérationnel (variation des degrés d'ouverture et d'institutionnalisation des partis), de

la diversité géographique, du type d'intervention(s) utilisée(s) et de l'approche pour l'inclusion des femmes et d'autres groupes marginalisés. Deux études de cas (la Biélorussie et la Slovaquie) ont été élaborées sur la base d'une recherche documentaire, et les deux autres (le Libéria et l'Ouganda) sur la base d'une recherche sur le terrain.

Sur la base de la revue de la littérature et des quatre études de cas, ce document met en évidence les enseignements tirés de quatre programmes dans des environnements différents et présente des recommandations pour renforcer la programmation future.

## RÉSULTATS

Les expériences des différents programmes dans les quatre pays ont montré ce qui suit:

1. Divers facteurs ont influencé la réactivité des partis aux demandes des citoyens, notamment : les incitations internationales, le type de système électoral et les opportunités de couverture médiatique positive. De plus, les partis opérant dans le même contexte national ont fait des calculs différents sur la façon de répondre à la pression civique en fonction de leurs propres circonstances et considérations. En conséquence, la réactivité variait selon les partis. Cela exigeait également l'existence de champions intra partis bien placés.
2. Le réalignement des relations actuelles entre les partis politiques et les citoyens en faveur de relations fondées sur différentes propositions visant à fournir des biens publics nécessite de profonds changements de comportement de la part des citoyens et des partis politiques. Ces changements nécessitent des investissements tout au long du cycle politique, pas seulement pendant les périodes électorales.

Même lorsque l'espace politique est restreint, les élections peuvent servir de point d'entrée stratégique pour un engagement davantage axé sur les politiques entre les groupes civiques / citoyens et les partis. Cependant, le lancement de programmes juste avant les élections peut ne pas donner suffisamment de temps pour une éducation civique approfondie sur les rôles et les responsabilités des partis / candidats, ou pour favoriser un engagement significatif entre la société civile et les partis politiques dans la période post-électorale. **En fait, une forte concentration sur la programmation électorale sans activités de suivi complémentaires tout au long du cycle politique peut, par inadvertance, saper la crédibilité des organisations de la société civile (OSC) et contribuer au désenchantement des citoyens à l'égard des processus politiques.**

3. Il est essentiel d'accroître la capacité des groupes marginalisés à partager leurs compétences et leurs informations avec d'autres membres de leur communauté et à avoir la possibilité de parler d'une voix plus forte et collective. Cependant, les gens vivent et perçoivent le monde différemment en fonction de marqueurs d'identité qui se chevauchent, et donc les efforts visant à aider les groupes qui partagent une identité commune doivent être sensibles à ces différences. De plus, des normes socioculturelles enracinées peuvent influencer la réceptivité des chefs de parti aux demandes des groupes marginalisés. Les groupes marginalisés peuvent bénéficier de leur association avec d'autres organisations pour augmenter leur nombre, élargir le soutien à leurs priorités et accroître leur pouvoir politique.

## RECOMMANDATIONS

Sur la base des conclusions ci-dessus, les recommandations suivantes pourraient aider à améliorer l'efficacité de futures programmations.

Au stade de la conception, les bailleurs et les partenaires de mise en œuvre devraient :

1. **Examiner comment une variété de facteurs pourraient créer des opportunités ou des risques pour une utilisation réussie de l'organisation civique afin de promouvoir des partis davantage axés sur les programmes politiques.**

La figure 2 présente un certain nombre de questions que les programmes devraient prendre en compte pour identifier les opportunités, les risques et les points d'entrée potentiels pour utiliser cette approche dans leur contexte national. La figure regroupe les problèmes à prendre en compte dans les catégories suivantes :

- l'espace politique (y compris l'environnement sécuritaire, les problèmes d'inclusion, les opportunités pour l'organisation civique et politique) ;
- les facteurs institutionnels et structurels (par exemple, les systèmes électoraux et autres caractéristiques du système politique, la portée / l'autorité / la légitimité de l'État et la structure de l'économie) ; et
- les capacités et les intérêts des partis et de la société civile (tels que les perceptions des partis politiques et de la société civile les uns envers les autres, et leurs capacités respectives à formuler et à faire avancer leurs priorités politiques).

FIGURE 2.1 : ESPACE POLITIQUE

QUESTIONS A CONSIDERER	IMPLICATIONS POUR LA PROGRAMMATION
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans quelle mesure l’environnement sécuritaire facilite-t-il ou restreint-il l’activité politique publique et l’accès aux médias ?</li> <li>• Dans quelle mesure l’environnement politique facilite-t-il ou restreint-il la capacité des citoyens à se rassembler, s’associer, s’organiser collectivement et exprimer librement leurs priorités ?</li> <li>• Dans quelle mesure les élections sont-elles compétitives et dans quelle mesure sont-elles perçues comme une expression significative de la volonté des électeurs ?</li> <li>• Dans quelle mesure les citoyens connaissent-ils les rôles et les responsabilités des différentes institutions de gouvernance, les élus officiels et leur rôle dans le fait d’inciter ces institutions / individus à rendre compte de leurs actions ? Les citoyens ont-ils accès à des informations crédibles sur la politique et les mises en oeuvre politiques ?</li> <li>• Quels grands thèmes caractérisent le contexte (par exemple, conflit / extrémisme violent, diversité ethnique / religieuse, prospérité économique / crise / inégalité) ? Comment ces conditions ont-elles pu exister, et par qui ont-elles été créées / influencées ? Comment ces conditions affectent-elles les partis et les OSC ?</li> <li>• Dans quelle mesure certains groupes sociaux sont-ils marginalisés (officiellement ou officieusement) en raison du sexe, de l’origine ethnique, de la religion, de la langue, de la région, de l’âge, du handicap, de l’orientation sexuelle, etc. ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les risques (réels ou perçus) sécuritaires, d’image ou financiers qu’encourent les OSC / citoyens qui semblent critiquer le gouvernement ou certains partis.</li> <li>• La tolérance de la société civile et sa capacité à résister à tout contrecoup potentiel en lien avec des activités / déclarations qui pourraient être perçues comme des critiques envers le gouvernement.</li> <li>• Capacité des citoyens / OSC à accéder, analyser et diffuser des informations sur les politiques et services publics.</li> <li>• Disponibilité / capacité des citoyens à agir en fonction des informations et à le faire de manière coordonnée, exerçant ainsi une pression sur les partis.</li> <li>• Capacité des groupes qui représentent les intérêts des groupes marginalisés. Mesure dans laquelle ces groupes sont en réseau avec / ont des alliés dans d’autres communautés.</li> <li>• Perceptions des partis quant à la mesure dans laquelle les élections sont décidées équitablement et sur la base de programmes politiques concurrentes.</li> <li>• Capacité des partis à diffuser des messages politiques sur diverses plates-formes médiatiques et à s’engager dans un dialogue constructif sur les options politiques.</li> <li>• L’intérêt des partis à élaborer des politiques qui tiennent compte ou qui répondent aux priorités des femmes et des autres groupes marginalisés.</li> <li>• Comment la compétitivité relative des élections encourage / décourage les partis à être sensibles aux citoyens / OSC afin de gagner les élections.</li> </ul>



FIGURE 2.2 : FACTEURS INSTITUTIONNELS ET STRUCTURELS

QUESTIONS A CONSIDERER	IMPLICATIONS POUR LA PROGRAMMATION
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Portée, autorité et légitimité de l'État.</li> <li>• Structure de l'économie et sources de revenus de l'État.</li> <li>• Quelles conditions institutionnelles et structurelles formelles définissent le système politique ?</li> <li>• Où, quand, comment, par qui et pourquoi les décisions sont-elles prises concernant la législation, la politique et d'autres questions de gouvernance ?</li> <li>• De quelles manières l'État interagit-il actuellement avec les citoyens et vice versa ?</li> <li>• Dans quelle mesure les partis utilisent-ils les ressources de l'État pour s'octroyer du favoritisme politique ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perceptions des OSC et des citoyens vis-à-vis de l'engagement des partis politiques (par opposition à l'engagement d'autres parties prenantes ou sources de pouvoir) comme une stratégie raisonnable / efficace pour répondre à leurs préoccupations / priorités.</li> <li>• Points d'entrée les plus stratégiques pour les différents groupes afin d'exercer une pression significative sur les partis politiques / gouvernements.</li> <li>• Perceptions des partis quant à leur rôle et marge de manœuvre dans l'élaboration des politiques publiques.</li> <li>• Perceptions des partis de la plate-forme / des propositions politiques d'un parti comme facteurs importants dans la formation des choix des électeurs et dans la détermination du succès du parti.</li> <li>• La volonté des partis à formuler des politiques sur une série de questions.</li> <li>• Capacité des partis à appliquer ces politiques s'ils accèdent au gouvernement.</li> </ul>

FIGURE 2.3 : CAPACITES ET INTERETS DES PARTIS POLITIQUES

QUESTIONS A CONSIDERER	IMPLICATIONS POUR LA PROGRAMMATION
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Où et comment les partis ont-ils engendré un changement sur le plan politique, au niveau local ou national ?</li> <li>• Comment les différents partis sont-ils placés au niveau de leur potentiel pour influencer les populations et leurs relations avec les grandes OSC, les syndicats, le monde des affaires, l'armée, etc.? Dans quelle mesure les partis considèrent-ils que leur rôle est de faire participer les citoyens ou la société civile au processus politique ? Dans quelle mesure trouvent-ils utile / bénéfique de le faire ?</li> <li>• Existe-t-il des cas passés d'OSC qui ont réussi à influencer les plates-formes des partis et à les responsabiliser vis-à-vis de ces engagements ?</li> <li>• Quel est le niveau de la capacité des partis (c.-à-d. la présence de personnel possédant les compétences et l'expertise technique pertinentes ou l'existence de systèmes internes pour regrouper les intérêts et élaborer des politiques) pour des tâches telles que le développement de plates-formes, de législation, de stratégie et de politiques ?</li> <li>• Comment, le cas échéant, les programmes politiques / les processus de création de plateforme intègrent-ils des contributions / commentaires du public et des citoyens ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perceptions du public et des OSC quant à savoir si l'engagement des partis politiques présente une stratégie raisonnable / efficace pour répondre à leurs préoccupations / priorités.</li> <li>• Volonté des OSC d'engager des partis spécifiques ou des partis dans leur ensemble sur des questions de politique.</li> <li>• Capacité / volonté des partis à répondre aux demandes politiques des OSC et du grand public.</li> </ul>

FIGURE 2.4 : CAPACITES ET INTERETS DES OSC

QUESTIONS A CONSIDERER	IMPLICATIONS POUR LA PROGRAMMATION
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans quelle mesure les OSC ont-elles la capacité d'éduquer / mobiliser les citoyens et de s'organiser autour des questions prioritaires ?</li> <li>• Les OSC sont-elles considérées comme des représentantes crédibles des préoccupations des citoyens ?</li> <li>• Quels types d'associations civiques, de coalitions ou de réseaux existent, de manière formelle ou informelle ? Quelle est l'histoire de leur collaboration ?</li> <li>• Quelles sont les relations actuelles et historiques entre les OSC et les partis ? Quels types de rôles les OSC ont-elles joué dans le développement des plates-formes des partis, la mobilisation des citoyens, les débats, etc. ?</li> <li>• Où et comment les OSC ont-elles réussi à influencer la prestation de services ou le changement de politique, au niveau local ou national ?</li> <li>• Quels sont les obstacles qui affectent l'organisation des OSC dirigées par des femmes, des jeunes, des minorités ethniques et religieuses, des personnes handicapées, des communautés LGBTI et d'autres groupes historiquement marginalisés ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Perception qu'ont les partis sur des différentes OSC en tant que représentants légitimes des intérêts des citoyens et en tant que sensibilisateurs.</li> <li>• Perception qu'ont les partis sur les OSC en tant qu'experts crédibles sur les questions de politique.</li> <li>• Perception qu'ont les partis sur les OSC et leurs interventions comme facteurs d'influence dans la formation des perceptions du public, notamment les choix de vote des citoyens.</li> <li>• Existe-t-il des OSC diverses ayant la capacité de jouer différents rôles (par exemple, recherche sur les politiques, intermédiaires de l'information, plaidoyer, etc.) ?</li> <li>• Dans quelle mesure existe-t-il un potentiel d'alliances stratégiques qui permettent aux OSC : d'accéder à l'information, de collaborer avec des groupes complémentaires et de résister / tenir face aux éventuelles réactions négatives ?</li> <li>• Perception qu'ont les partis des OSC qui représentent des groupes historiquement marginalisés comme des acteurs politiques crédibles et influents.</li> </ul>

2. Sur la base d'une analyse des contextes nationaux, définissez des attentes réalistes en termes de progrès pour tendre vers un environnement politique davantage axé sur les programmes politiques. Cela comprend le soutien ou l'élaboration de stratégies de gestion des risques qui reconnaissent le potentiel de conséquences imprévues et de résistance au changement, et le suivi régulier des développements sociaux, politiques et économiques afin d'ajuster les stratégies et les attentes du programme si nécessaire.

3. **Planifiez des efforts à moyen et à long terme qui intègrent une variété d'interventions et utilisez plusieurs points d'entrée qui peuvent être maintenus dans le temps.** Cela comprend l'identification de stratégies pour maintenir le soutien à la société civile et aux partis politiques tout au long du cycle politique, et pas seulement pendant les élections.

Dans le cadre de ces efforts, les bailleurs devraient envisager :

- Comment garantir un délai suffisant dans la période précédant le scrutin ainsi qu'un suivi soutenu dans la période post-électorale lorsque les élections sont utilisées comme point d'entrée ;
- Des façons d'intégrer un objectif de durabilité dès la phase de conception. Cela peut comprendre la combinaison du renforcement des capacités organisationnelles des OSC – collecte de fonds et gestion financière, par exemple – avec une assistance technique; et
- Des interventions et partenariats – avec les universités, les médias et les agences gouvernementales appropriées – qui peuvent être reproduits et maintenus dans le contexte d'un pays donné.

Les partenaires de mise en oeuvre et les OSC devraient :

- Veiller à ce que le contenu des messages et les méthodes de diffusion soient conçus pour promouvoir une participation significative de citoyens divers, en particulier ceux venant de communautés marginalisées ;
  - Lier les efforts de surveillance et de partage d'informations aux initiatives impliquant une action collective stratégique menée par les citoyens qui aide les citoyens à faire pression sur leurs dirigeants politiques / élus ;
  - Explorer les moyens de faciliter des alliances et des engagements constructifs entre les différents types d'OSC ; et
  - Utiliser les médias pour élargir la portée des campagnes d'éducation civique et de plaidoyer, et explorer le potentiel de couverture médiatique comme incitation pour les partis politiques à s'engager dans des communications plus axées sur des propositions politiques.
4. **Pour les programmes ciblant les groupes marginalisés, les bailleurs, les partenaires de mise en oeuvre et les OSC doivent prendre en compte comment des normes sociales enracinées peuvent influencer les relations de pouvoir et la réactivité des partis aux demandes de ces groupes. Ils doivent également examiner attentivement l'opportunité de réunir des groupes identitaires autour de questions communes et d'envisager les stratégies nécessaires pour instaurer la confiance avec la ou les communautés concernées.**

